

## Des territoires se rebellent contre l'exploitation industrielle des forêts françaises

PAR NICOLAS CHEVIRON  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 18 OCTOBRE 2021

Pour protester contre la logique productiviste à l'œuvre dans la filière bois, plus d'une trentaine de manifestations ont eu lieu ce week-end. En Corrèze, plusieurs centaines de marcheurs ont dénoncé les coupes rases qui mettent en danger la forêt limousine.



Marche pour des forêts vivantes, samedi 16 octobre 2021, dans le nord de la Corrèze. © NC

**Millevaches (Corrèze).**—«*Je suis là parce que l'industrialisation est en train de tout foutre en l'air. Elle a tué la passion du forestier à regarder ses arbres pousser, à choisir ses essences en fonction du terrain. Désormais, on coupe tout et on replante derrière: le gars dans son engin pourrait aussi bien être à l'usine.*» Exploitant forestier, Nicolas Rohart se sent parfaitement à l'aise dans la foule bigarrée des quelque 400 manifestants partis à l'assaut du plateau de Millevaches, samedi, pour dénoncer les coupes rases.

Ici, pas d'opposition binaire entre doux rêveurs écolos soucieux du bien-être des plantes et professionnels agrippés quoi qu'il en coûte à leur gagne-pain. Il n'y a qu'un seul camp, celui de la forêt limousine, mise à mal par la mécanisation et les obligations de rendement que celle-ci implique pour rembourser les emprunts, par la disparition des feuillus remplacés par

de belles rangées de résineux, qu'on récolte d'un seul tenant à échéance programmée, comme un champ de maïs.



Marcheuses et marcheurs pour des forêts vivantes sur le mont Bessou, samedi 16 octobre 2021, dans le nord de la Corrèze. © NC

C'est toute une partie de la population de ce petit pays qui marche sous un beau soleil d'automne entre le bourg de Meymac et le hameau de Millevaches, dans le nord de la Corrèze, réunie par le même sentiment de nécessité d'agir avant que l'érosion favorisée par les coupes et la monoculture n'aient appauvri les sols.

« *Avec le changement climatique, on voit que les monocultures vont à l'échec, affirme Vincent Magnet, forestier de formation, reconverti dans la rénovation écologique des maisons. Les épicéas crèvent dans toute l'Europe à cause des scolytes [insectes ravageurs – ndlr] qui se multiplient du fait du réchauffement. La filière est au pied du mur parce que son modèle n'est tenable sur aucun plan, ni environnemental, ni économique, ni humain.* »

La marche corrézienne répond à l'«Appel pour des forêts vivantes », lancé le 2août par une dizaine d'organisations de défense de la forêt, qui a choisi le week-end des 16 et 17 octobre pour déclencher une première salve de mobilisations locales.



Un exemple de coupe rase face au mont Bessou, dans le nord de la Corrèze. © NC

« *Une commission d'enquête citoyenne sur la sylviculture industrielle a déposé une proposition de loi, mais nous nous sommes heurtés à un mur, indique Gaspard d'Allens, membre du comité d'organisation.*

*C'est pourquoi nous avons à présent décidé de prendre pour base les territoires, avec une action sur le temps long, en plusieurs phases.»*

Trente-quatre actions étaient prévues ce week-end. *«Des balades forestières, des carnivals déguisés, une opération de désobéissance civile dans le Morvan, avec le plantage d'arbres dans une coupe destinée à la monoculture résineuse»*, explique l'auteur de **Main basse sur nos forêts**. Outre la dénonciation des coupes rases et de la mécanisation à outrance, ces mobilisations ciblent aussi le gigantisme des usines à biomasse, dans lesquelles s'engouffrent une part de la production sylvicole pour produire de l'électricité, et l'érosion des effectifs du service public forestier. Depuis 2017, plus de 1000 emplois ont en effet été supprimés à l'Office national des forêts, et 2475 emplois supplémentaires pourraient disparaître au cours des cinq prochaines années, **selon l'Appel**.

Le texte dénonce d'ailleurs l'action *«déplorable»* du gouvernement, accusé d'avoir *«vidé de leur substance»* les propositions pour les forêts de la Convention citoyenne pour le climat, et d'avoir *«capitulé devant les lobbies des planteurs d'arbres sans aucune contrepartie environnementale sérieuse»* dans son plan de relance.

Il rappelle aussi les efforts infructueux du ministre de l'agriculture, Julien Denormandie, pour faire capoter l'adoption par la Commission européenne d'une stratégie européenne pour les forêts, qui donne une grande importance à la biodiversité et aux puits de carbone.

Si certains mégaprojets méritent d'être pointés du doigt, comme l'implantation par l'Italien Florian d'une scierie géante à Lannemezan (Hautes-Pyrénées) ou le repositionnement de grands acteurs de l'énergie (tel Total) dans l'exploitation de la biomasse, l'objectif de l'Appel est avant tout d'amener les pouvoirs publics, comme les acteurs du secteur, à une prise de conscience.

*« Pas besoin de chercher dans cette affaire une dimension de profits fous, la réalité, c'est qu'il y a plein de gens sincères dans la filière qui ne savent plus comment faire autrement, estime Elie Kongs, du Syndicat de la montagne limousine, une assemblée informelle d'habitants. Il faut accompagner les exploitants endettés vers une redéfinition de leur métier dans laquelle ils seront plus heureux et où leurs qualités d'observation seront pleinement utilisées.»*

*« Pour cela, nous nous efforçons de faire évoluer le récit de la légitimité, pour que celui qui reste dans une logique productiviste se sente gêné, mal à l'aise face au regard de l'opinion publique»,* poursuit le militant, dont le groupe a organisé la marche corrézienne.

La première phase de sensibilisation menée ce week-end devrait être suivie, probablement en janvier, d'une assemblée des luttes forestières. *«Nous allons y définir comment nous nous structurons et établir une culture commune, indique Gaspard d'Allens. Puis, en mars, nous mènerons une action de désobéissance civile, une semaine avant la Journée internationale des forêts.»*

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.